
Amalou (Thierry), Noguès (Boris) (dir.). *Les universités dans la ville XVI^e-XVIII^e siècle*

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, 252 p.

Jean Quénart



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2619>

DOI : 10.4000/histoire-education.2619

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2013

Pagination : 132-135

ISBN : 978-2-84788-498-2

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Jean Quénart, « Amalou (Thierry), Noguès (Boris) (dir.). *Les universités dans la ville XVI^e-XVIII^e siècle* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 137 | 2013, mis en ligne le 08 octobre 2014, consulté le 20 mai 2021.
URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2619> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2619>

© Tous droits réservés

savantes. Cette étude très riche ouvre de nouvelles perspectives sur le fonctionnement des sociétés urbaines au cours de cette période. Il met en avant le rôle de la «textualisation» et de la «popularisation» de l'écrit dans la cohésion des sociétés urbaines caractérisées, selon l'auteur, par l'absence d'agents de pouvoir forts (municipalités, communes et bureaucratie d'État) pour coordonner ou administrer les affaires urbaines. Resterait à étudier, dans cette approche heuristique, les usages et les significations nouvelles des supports écrits (textes publics, monnaies, inscriptions monumentales) élaborés par les différents pouvoirs pour communiquer avec ces nouvelles catégories de lecteurs.

Yann DEJUGNAT

AMALOU (Thierry), NOGUÈS (Boris) (dir.)

Les universités dans la ville XVI^e-XVIII^e siècle

Rennes : Presses universitaires de Rennes, 2013, 252 p.

Boris Noguès le reconnaît, en conclusion : l'Europe serait un vêtement trop large pour les sept articles de ce recueil (dont l'un, consacré à l'université d'Helmstedt, occupe plus de 20 % de l'ensemble). Quatre concernent la France (dont deux sont exclusivement parisiens) ; les trois autres partent d'exemples situés aux Provinces-Unies, en Allemagne et en Ecosse. L'Europe du sud, en particulier, n'est pas représentée. Ce travail ne se veut donc pas une synthèse, mais une série d'études autour d'une problématique commune, posée en introduction. Celle-ci met en évidence la double nature des universités, à la fois élément d'une géographie urbaine et communauté ayant rang dans la cité, mais dont les fonctions, le rayonnement, dépassent de loin le cadre local. L'université est ainsi en tension entre le local et l'universel ; mais les différentes entrées qu'emprunte l'historiographie – relations avec l'État, histoire des populations étudiantes, rôle culturel – n'abordent que fort peu l'histoire des relations entre villes et universités. L'angle d'attaque est donc ici résolument local : quelles conséquences économiques, sociales et culturelles, voire politiques la fondation d'une université a-t-elle sur la ville et la région qui l'hébergent ? Inversement, quel est l'impact du pouvoir local, de l'économie et de la société locales, de l'environnement sur l'histoire, les enseignements dispensés, le statut des enseignants, etc. ? Et comment toutes ces interférences évoluent-elles dans un temps, compris par beaucoup d'auteurs, en fonction du titre, entre les XVI^e et XVIII^e siècles ?

La qualité des contributions est indéniable ; plusieurs auteurs sont des spécialistes reconnus, pour certains de longue date, de l'histoire de l'éducation dans l'aire géographique dont ils traitent ici. L'approche locale qui est privilégiée ici donne, à travers ces études de cas, une vision plus fine des interférences entre une université et son milieu. Les dernières pages en soulignent les principaux acquis, tout en dessinant les contours des chantiers qu'il est possible d'ouvrir.

Willem Frijhoff, référence historique de l'histoire des universités des Pays-Bas, ouvre la série d'études par une analyse du réseau universitaire. Il y voit un facteur déterminant de la concurrence entre les villes, et d'indépendance culturelle. Leyde, notamment, incarne une nouvelle conscience civique enracinée dans les autonomies urbaines. Les « écoles illustres », dépourvues du monopole provincial et du droit de conférer les grades, mais plus souples et plus adaptables aux spécificités locales, apparaissent comme complémentaires de l'université et accentuent la dimension civique de la culture locale. Les unes et les autres se multiplient entre 1575 et 1650. L'étude chronologique, typologique et thématique des rapports entre l'État, les autorités urbaines et des relations et concurrences entre les villes elles-mêmes, structurée par l'annexe, est tout à fait remarquable. Boris Noguès traite ensuite des « enjeux locaux » de la géographie des universités françaises. Dans la première moitié du XVII^e siècle, une perception très critique de la place des universités l'emporte et la politique royale repose désormais sur deux lignes directrices : la volonté de réduire le nombre des universités ; le souhait de faire coïncider géographiquement parlement et université. Du côté des villes candidates, on met en avant la volonté de former elles-mêmes leurs élites, voire de s'affirmer aux dépens de leurs concurrentes comme des capitales, et d'en concentrer les fonctions. Mais Boris Noguès relativise les conséquences économiques, à terme, du départ ou d'une création universitaire qui fondent les argumentaires des villes concernées, d'autant que certaines sont des lieux de délivrance des grades, bien plus que d'enseignement. Au XVIII^e siècle, le principal moteur est le gain politique des villes dans leur volonté d'affirmer leur rang ; la dimension symbolique prend le pas sur les bénéfices matériels attendus.

Les trois contributions suivantes s'attachent, à partir de trois cas, à la place et aux fonctions de l'université dans la ville. Gaël Rideau souligne le « lent effacement de l'Université » dans quatre histoires de la ville d'Orléans des XVII^e et XVIII^e siècles, le repli du corps sur le passé et sur ses privilèges. Mais, à l'échelle de la ville, il faut affirmer sa place et défendre le corps : d'où l'attachement aux

préséances et à la défense de privilèges symboliques ou financiers, dont un des enjeux est le nombre et, de plus en plus, la compétence, la renommée des docteurs-régents. La participation aux nouvelles formes de sociabilité culturelle est, quant à elle, le fait d'individus et non du corps. Dans les relations entre ville et université, « la dimension institutionnelle, conclut Gaël Rideau, l'emporte sur la dimension culturelle ». La longue contribution de Jean-Luc Le Cam, grand spécialiste de l'histoire de l'éducation en Allemagne, s'attache au « poids de l'université dans une petite ville », en l'occurrence Helmstedt, paradigme de la petite ville universitaire, sans fonction politique ou économique notable. La fondation d'Helmstedt, en 1574, est entièrement le fait du prince et imposée à la ville. Le nombre des étudiants, qui ont pu former à l'apogée près de 30 % de la population de la ville, a des effets démographiques et sociaux manifestes, liés à la présence d'une surreprésentation des jeunes hommes. Les débordements, les violences sont récurrents, et constituent un moyen pour les étudiants de s'affirmer dans un espace social et urbain étranger. Par leur nombre et leur influence, les enseignants s'imposent aux autres élites locales. La constitution de véritables dynasties professorales renforce la position sociale d'un groupe soudé par des pratiques de représentation et de célébrations – discours, poésies – dont le corpus est un monument à la gloire de l'institution et de ses membres. Le luxe des bâtiments universitaires comme le Novum Juleum est sans égal dans la ville et les maisons des professeurs, qui logent aussi de nombreux étudiants, se dispersent dans toute la ville. Le poids démographique, politique et culturel de l'université et de ses professeurs dans la ville s'affaiblit cependant à partir du XVII^e siècle. Le troisième théâtre étranger est l'université d'Édimbourg, traité par Stéphane van Damme, qui dresse un « bilan historiographique », donc différent par nature des autres articles. L'impression dominante est celle d'une réévaluation du rôle de l'établissement. L'université d'Édimbourg, « creuset des Lumières écossaises », est un centre notable des Lumières européennes. La ville elle-même a créé nombre d'enseignements nouveaux. Par rapport aux autres universités écossaises – Glasgow ou Aberdeen – l'attractivité d'Édimbourg dépasse l'espace britannique : moteur du développement urbain, elle attire des étudiants venus d'Angleterre et de ses colonies. Mais dans les dernières décennies du siècle, le centre de gravité de la vie intellectuelle tend à se déplacer de l'université vers la ville.

Les deux contributions de la dernière partie – « l'université et la construction d'un espace public » – ont pour terrain d'études l'université de Paris. L'article

de Thierry Amalou s'intéresse à l'implication des disputes académiques dans la constitution d'un espace public. Élargi par les placards, par les versions manuscrites ou imprimées des thèses, leur public ne se limite pas, tant s'en faut, aux universitaires. La fidélité au roi, fondement de l'état, l'obéissance au pape sont autant de thèmes qui actualisent des débats politiques. Dans le contexte violemment conflictuel de l'époque, la « dispute » peut ainsi déborder l'exercice académique aux formes imposées pour envahir les cours d'un enseignant contesté, et dépasser par différentes formes de publicité le cadre de la formation universitaire. La dispute, devenue un outil de la guerre contre les royaux, entraîne aussi une nette intrusion du Parlement dans la validation des thèses. Dans une communication très précise, Bruno Belhoste s'intéresse enfin au développement, à côté de l'université, des cours publics à Paris dès le XVIII^e siècle, destinés aux adultes, sans sélection ni sanction. Dans la décennie 1780, environ 120 de ces cours y sont ouverts chaque année, signe de l'adaptation des structures universitaires et de nouveaux mouvements d'intérêt pour les savoirs et les échanges qui entrent dans la notion d'espace public. L'auteur estime qu'ils attirent, tous enseignements confondus, 5 à 6000 personnes à la veille de la Révolution, qui participent à une sorte de marché de l'offre et de la demande de savoirs. Les langues, la physique, les mathématiques, la médecine et la chirurgie dominent cette offre de cours souvent destinée à de futurs professionnels. La publicité, indispensable, est assurée par des affiches, et de plus en plus par la presse d'annonces. Nombre de professeurs ont à la fois un cours dans une institution officielle et un cours public.

Dans une brève conclusion, Boris Noguès souligne au final trois traits qui ressortent de toutes ces études. Au cours de la période étudiée, la ville domine de plus en plus l'université. Ce changement dans les rapports de pouvoir n'empêche cependant pas l'université d'être un des acteurs de la constitution d'un espace public à l'échelle urbaine, de cet essaimage des lieux de savoir dont, en contrecoup, elle subit elle-même les conséquences. Et, malgré son affaiblissement, elle garde dans nombre de cas une aura symbolique importante.

Jean QUÉNIART